

Libertés syndicales

La Confédération Syndicale Internationale inscrit la France dans son rapport 2016 sur les violations des libertés syndicales !

mercredi, 15 juin 2016

Pour la première fois depuis le début des années 2010, la France se retrouve dans le rapport annuel publié par la Confédération Syndicale Internationale, pointant les plus mauvais pays en matière de respect des libertés syndicales dans le monde.

« Au Royaume-Uni et en France, (...), les organisations syndicales se battent contre des changements législatifs régressifs » souligne Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, dès les premières lignes de son avant-propos au rapport.

Suivent plusieurs pages égrainant les nombreuses violations des droits et la répression auxquelles sont soumis les militants syndicaux depuis plusieurs mois en France :

- Recours illégal à des intérimaires lors d'une grève et mise à pied d'un délégué syndical (notre camarade Frédéric Willemain, délégué syndical de Start People) ;
- Discrimination et répression antisyndicale à la SNCF, à Air Liquide et l'AFP ;
- Chantage, intimidation, sanctions, harcèlement et licenciement chez Mac Donald's ;
- Entrave au droit de grève chez Sodexo et ID Logistics. Dans ce dernier cas, le rapport dénonce notamment l'intervention des forces de l'ordre pour casser un piquet de grève et engage donc la responsabilité de l'Etat.

Au mois de janvier dernier, Sharan Burrow figurait d'ailleurs déjà parmi les premiers signataires de l'Appel en défense de nos camarades de Goodyear, injustement condamnés par le tribunal d'Amiens à des peines de 9 mois de prison.

Ce rapport tombe à point nommé pour pointer l'attitude du gouvernement et sa responsabilité dans le climat délétère actuellement entretenu en France. Il s'inscrit dans le prolongement de la dénonciation par la CGT, le 6 juin dernier à Genève, des répressions anti-syndicales et des violences policières devant le Comité des Droits Economiques Sociaux et Culturels des Nations-Unies.

Sur fonds d'état d'urgence, les répressions syndicales et les violences qui égrènent les manifestations renvoient une image déplorable de notre pays, en plein euro de Foot, dont le gouvernement porte l'entière responsabilité.

La CGT continuera à dénoncer ce climat et les violations aux droits fondamentaux qu'il génère, s'ajoutant à celles que ne manquera pas de produire le projet de loi de dumping social, dite loi El Khomri que le gouvernement entend imposer au pays, contre la volonté de l'immense majorité de nos concitoyens.

Montreuil, le 15 juin 2016

Vous pouvez consulter le rapport complet à travers le lien <http://www.ituc-csi.org/ituc-global-rights-index-workers>
